FICHE 4.2
COMMUNICATION SUR LE COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Adoptée par le Comité de suivi le 12 juin 2008

PROGRAMME INTERREG IV RHIN SUPÉRIEUR
GUIDE POUR LES BÉNÉFICIAIRES
I. INTRODUCTION

1.1. PRINCIPE GÉNÉRAL

La Commission européenne et les États membres souhaitent mettre en évidence les possibilités offertes par les fonds structurels. C’est pourquoi chaque bénéficiaire d’un cofinancement INTERREG se doit de mentionner le soutien apporté par l’Union européenne à son projet transfrontalier dans toutes ses actions de communication, quelle qu’en soit la forme.

Cette mention doit respecter les indications de la présente fiche.

1.2. POURQUOI COMMUNIQUER ?

Par ses actions de communication, chaque bénéficiaire du programme contribue à faire prendre conscience à l’opinion publique du rôle joué par l’Union européenne, en coopération avec les États-membres, dans la disparition progressive des frontières dans les esprits, afin de se poursuivre la construction européenne sur le terrain.

En effet, « l’expérience a montré que les citoyens de l'Union européenne n’étaient pas suffisamment conscients du rôle joué par la Communauté européenne dans le financement de programmes visant à accroître la compétitivité économique, à créer des emplois et à renforcer la cohésion interne. »

Ce manque d’information provient notamment du fait que les bénéficiaires eux-mêmes ne signalent pas nécessairement le soutien apporté par l’Union européenne à leurs projets.

Le programme demande donc à ses bénéficiaires d’informer explicitement le public du concours financier qui leur a été alloué par le Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme, et ce dans toutes leurs actions de communication.

En d’autres termes, le message que le programme souhaite transmettre à ses bénéficiaires est le suivant : Vous êtes les ambassadeurs de l’Union européenne !

1 considérant n°2 du règlement d’application
2 article 8, paragraphe 1, du règlement d’application

1.3. LES ACTIONS MENÉES AU NIVEAU DU PROGRAMME

Un plan de communication a été défini pour le programme ; les actions menées dans le cadre de chaque projet s’intègrent dans ce plan général.

Une stratégie de communication définit des objectifs et des mesures d’information et de communication claires pour permettre l’atteinte des objectifs fixés par le programme. Ces objectifs ont permis de déterminer des groupes-cibles auxquels il conviendra d’adresser des discours spécifiques et des messages adaptés à leurs centres d’intérêts.
Par exemple, les publics ciblés par les actions de communication du programme sont : les bénéficiaires actuels et potentiels du programme, les partenaires du programme et le grand public.

Attention : le grand public est un public-cible à la fois important et souvent difficile à atteindre. Les informations mises à sa disposition devront donc avant toute chose être présentées de façon très concrète dans le but de sensibiliser les citoyens aux effets qu'ont les actions mises en œuvre par l'Union européenne sur leur quotidien.

Pour information, les objectifs de la stratégie de communication du programme sont les suivants :

1° objectif principal : Mettre en œuvre efficacement le Programme opérationnel.

A) Informer les bénéficiaires potentiels des modalités de cofinancement dans le cadre du programme. Garantir une consommation optimale des crédits et notamment des crédits engagés par priorité, s'assurer de la bonne qualité des projets au vu du Programme opérationnel, des documents complémentaires du programme et des critères de sélection des projets, et finalement élargir le réseau des partenaires participant aux projets et par extension des acteurs de la coopération transfrontalière.

B) Garantir une information et une assistance optimales aux porteurs de projet et aux partenaires du programme en terme de connaissances techniques, de procédures et de modalités de mise en œuvre des projets et du programme.

2° objectif principal : Faire connaître l'utilité du programme.

C) Faire connaître les actions positives du programme et le rôle joué par la Commission et les acteurs locaux de la coopération également avec l'intention de sensibiliser largement aux thèmes de la coopération transfrontalière.

D) Garantir la transparence de l'utilisation des crédits.

Ces objectifs peuvent être facilement transcrits dans les plans de communication des projets.

Le Secrétariat technique commun et le chargé de communication du programme, se tiennent à la disposition des porteurs de projet pour les aider à compléter ce point du formulaire de demande de concours communautaire.

Contact :
Anne-Sophie MAYER
Tél. : +33 (0)3 88 15 38 10
anne-sophie.mayer@region-alsace.eu

1.4. LE CHARGÉ DE COMMUNICATION

Le chargé de communication est à la disposition de tous les bénéficiaires pour les assister dans leurs actions de communication et de publicité. Il peut également être un relais pour leurs relations avec la presse.

II. CE QUI DOIT FIGURER DANS TOUTES LES ACTIONS DE COMMUNICATION

2.1. MENTIONS RELATIVES À L'UNION EUROPÉENNE

Conformément à l'article 9 du règlement d'application, toutes les actions d'information et de publicité menées par les bénéficiaires devront comporter les éléments suivants :

- l'emblème de l'Union européenne, élaboré conformément aux normes graphiques, et la mention de l'Union européenne ;
- la mention du fonds concerné, c'est-à-dire le FEDER (Fonds européen de développement régional) pour le programme INTERREG IV Rhin Supérieur ;
- la mention suivante, choisie par l'Autorité de gestion du programme, qui souligne la valeur ajoutée apportée par l'intervention de la Communauté : « Dépasser les frontières : projet après projet ».

Les 2° et 3° tirets ne s'appliquent pas aux petits objets promotionnels.

Conseil : À côté du logo de l'Union européenne, indiquer : « Projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional - FEDER ».
[Consulter le CD-Rom remis par le programme]
2.2. Charte graphique du Programme
INTERREG IV Rhin Supérieur

Afin d'harmoniser les publications réalisées dans le cadre du programme, une charte graphique spécifique a été définie pour le programme INTERREG IV Rhin Supérieur.

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les spécifications définies dans cette charte graphique.

De leur côté, l'Autorité de gestion et le Secrétariat technique commun se tiennent à la disposition des bénéficiaires pour toute question relative à cette charte graphique et à son application.

Au plus tard au moment de la signature de la convention de partenariat avec l'Autorité de gestion, le Secrétariat technique commun remettra aux bénéficiaires un CD-Rom comprenant tous les éléments nécessaires à la bonne mise en œuvre d'actions de communication et tout particulièrement pour ce qui concerne les mentions relatives au soutien de l'Union européenne.

3.1. Panneau d'affichage

Conformément à l'article 8, paragraphe 3, du règlement d'application, les bénéficiaires devront ériger, pendant la réalisation du projet, un panneau d'affichage sur le site de tout projet qui remplit les conditions mentionnées ci-dessus. Ces éléments devront occuper au moins 25 % du panneau.

Lorsque le projet est achevé, le panneau est remplacé par la plaque explicative permanente visée ci-dessous.

3.2. Plaque explicative permanente

En application de l'article 8, paragraphe 2, du règlement d'application, les bénéficiaires devront apposer une plaque explicative permanente, visible et de taille significative, au plus tard six mois après l'achèvement de toute opération remplaçant les conditions mentionnées ci-dessus. Ces éléments devront occuper au moins 25 % de la plaque.

III. Cas des projets de travaux d'infrastructure ou de construction, de réalisation d'objets physiques

Ces indications concernent les projets qui remplissent les conditions suivantes :

- la participation publique totale (c'est-à-dire pas uniquement l'aide communautaire) au projet dépasse 500 000 euros ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet physique ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

IV. Quand mettre en œuvre ses actions de communication ?

4.1. Semaine de l'Europe

Les bénéficiaires sont invités à arborer, pendant la semaine du 9 mai, un drapeau européen sur tous les sites des opérations initiées depuis le 1er janvier 2007 et dont le coût total dépasse 500 000 euros.

3 Annexe à la circulaire du Premier Ministre français du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale, article 3.4.
4.2. ACTIONS À DESTINATION DU GRAND PUBLIC PARTICIPANT AU PROJET

Conformément à l'article 8, paragraphe 4, du règlement d’application, les bénéficiaires devront s’assurer que les participants à des actions réalisées dans le cadre du projet, qui ne sont pas associés directement à la mise en œuvre du projet (notamment les participants à des actions d’information ou de formation) ont été informés du financement communautaire de cette action.

Les bénéficiaires devront indiquer clairement que l’action qu’ils réalisent a été sélectionnée dans le cadre d’un programme cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Cette mention figurera notamment sur tous les documents élaborés dans le cadre de l’action en question, qu’il s’agisse d’une liste de présence, d’une attestation de participation ou autre.

Le chargé de communication et le Secrétariat technique commun du programme se tiennent à la disposition des bénéficiaires pour les conseiller en la matière.

4.3. ACTIONS EN DIRECTION DE LA PRESSE

Autant que possible, les partenaires du projet doivent mener des actions en direction de la presse, afin d’informer le grand public sur le rôle joué par l’Union européenne dans la promotion de la coopération transfrontalière.

Si le projet s’y prête, il est notamment recommandé d’organiser des conférences de presse, au moins au démarrage et/ou à la fin du projet.

Le chargé de communication et le Secrétariat technique commun du programme se tiennent à la disposition des bénéficiaires pour les conseiller en la matière.

V. INTERNET :
UN OUTIL À NE PAS NÉGLIGER

Les sites ou pages Internet créés dans le cadre du projet doivent comporter les éléments mentionnés au point II.

Les partenaires du projet doivent créer un lien entre leurs propre sites Internet et le site Internet du programme.

Par ailleurs, ils doivent informer l’Autorité de gestion de la création ou de l’existence d’un site Internet consacré au projet et/ou à ses résultats, afin que celui-ci soit mentionné sur le site Internet du programme.

Le chargé de communication et le Secrétariat technique commun du programme se tiennent à la disposition des bénéficiaires pour les conseiller en la matière.

VI. CE QUE LE PROGRAMME INTERREG IV RHIN SUPÉRIEUR APporte À SES BÉNÉFICIAIRES

6.1. Mise à disposition d’une charte graphique

Le programme s’est doté d’une identité visuelle qu’il souhaite diffuser très largement dans le but de le faire connaître du plus grand nombre, aussi bien des bénéficiaires potentiels, des partenaires du programme que du grand public. Le logo « INTERREG IV Rhin Supérieur » joue en ce sens, à côté du logo de l’Union européenne, un rôle décisif.

Le CD-Rom remis aux bénéficiaires leur permettra d’appliquer cette charte.

6.2. Formation sur la communication

Le Secrétariat technique commun du programme est conscient que la mise en œuvre d’actions de communication en faveur de la presse n’est pas chose aisée. Il est toujours difficile d’atteindre avec efficacité la presse et les médias pour tout sujet d’ordre transfrontalier.
Le Secrétariat technique commun conseille donc aux bénéficiaires de suivre une formation en matière de communication destinée à leur fournir des outils et moyens adéquats dans le but de capter l’attention des publics ciblés par ces actions (grand public, structures partenaires du projet...). Le Secrétariat technique commun du programme informera régulièrement les bénéficiaires de la tenue des formations.

VII. Financement des actions de communication

Toutes les actions de communication relatives au projet sont des dépenses éligibles et peuvent donc être présentées dans le budget prévisionnel du projet. Si les dépenses correspondantes n'ont pas été prouvées, aucun cofinancement communautaire supplémentaire ne pourra être accordé pour ces actions.

VIII. Preuves du respect des obligations de communication

Les partenaires du projet doivent transmettre à l'Autorité de gestion tout élément relatif à la communication menée sur le projet (photographies, brochures, communiqués de presse, copies des écrans des sites Internet, etc.), afin de prouver qu'ils ont bien rempli leurs obligations en la matière, telles que définies dans le présent document.

Les rapports annuels et le rapport final sur le projet contiennent des éléments sur les actions de communication menées dans le cadre du projet (voir fiche n° 4.8 « Rapports sur la réalisation du projet »).

Les éléments concernant la communication seront à transmettre en deux exemplaires.

Le cas échéant, les informations relatives aux actions de communication menées dans le cadre d'un projet qui seront transmises à l'Autorité de gestion (notamment les photographies) pourront être utilisées par le programme pour la réalisation de ses propres actions de communication (par exemple, pour l'illustration de brochures consacrées au programme).

Le programme pourra également être amené à contrôler sur place les actions de communication, tout particulièrement pour ce qui concerne la mise en place des panneaux d'affichage et plaques explicatives.

Programme INTERREG Rhin Supérieur
Région Alsace - DGRI
1 place du Wacken - BP 91006 - F 67070 STRASBOURG Cedex
Tel. : +33 3 88 15 69 20 - Fax : +33 3 88 15 68 49
www.interreg-rhin-sup.eu